



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 3405

Texte de la question

ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à M. Bernard Roman, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Bernard Roman. Avant de poser ma question à M. le ministre de l'éducation nationale, je voudrais dire à M. Jacob, président du groupe UMP...

M. Renaud Muselier. Il est très fort !

M. Bernard Roman. ...qu'il faut vraiment que cela dérange l'UMP pour qu'il revienne aujourd'hui, après M. Copé hier, sur la question des primaires. Il est vrai, monsieur Jacob, que l'UMP ne désignera pas son candidat par le biais de primaires. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Et, si jamais elle le faisait, je ne suis pas sûr que le candidat autoproclamé serait désigné. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur Jacob, laissez M. Guéant tranquille avec ces questions ! Vous l'obligez à faire une réponse de deux minutes, qu'il conclut en soulignant la nécessité de détruire les listes sous le contrôle d'un huissier, ce qui était proposé, il y a un mois et demi, dans le dossier que le parti socialiste a adressé au ministère de l'intérieur.

Laissez M. Guéant faire son job, au-delà des attaques qu'il formule à l'intention des socialistes sur leur bilan. L'actualité montre tous les jours que la situation en matière de sûreté et de sécurité est désastreuse dans notre pays. Monsieur Guéant, occupez-vous de l'insécurité ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Claude Goasguen. La question !

M. Bernard Roman. Donnez des moyens à la police et à la gendarmerie, et cessez de vous enquiquiner avec quelque chose qui va intéresser les Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Huées sur les bancs du groupe UMP.*)

J'en viens à ma question, monsieur le ministre de l'éducation nationale. Vous venez, une fois de plus, d'opposer notre obsession des moyens à votre vision qualitative. Mais les chiffres que vous avancez sont faux.

(*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Vous dites qu'il y aura, à la rentrée prochaine, 34 000 emplois de plus qu'au début des années 90 : en 1992, il y avait 778 000 enseignants dans le public ; il y en aura 66 000 de moins à la rentrée prochaine ! ("*Cinq... quatre... trois... deux... un... zéro !*" sur les bancs du groupe UMP.) Alors cessez de mentir et donnez... (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative*. Monsieur le député, je vais répondre point par point à la question que vous ne m'avez pas posée, car, ayant vu, sur internet, que vous vous répandiez sur les questions éducatives, je suis en mesure de dénoncer devant la représentation nationale votre mauvaise foi et les contrevérités que vous ne cessez de répéter. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Vous venez de citer des chiffres. Mes services et, je le pense, ceux de la commission des finances sont à votre disposition pour vous montrer que vous avez dit une contrevérité.

M. Bernard Roman. J'ai cité les chiffres fournis par vos services !

M. Luc Chatel, *ministre*. En 1989, on comptait 799 000 enseignants.

M. Bernard Roman. Non !

M. le président. Monsieur Roman, veuillez écouter la réponse de M. le ministre !

M. Luc Chatel, *ministre*. À la rentrée prochaine, il y en aura 833 000, c'est-à-dire 34 000 de plus qu'il y a vingt ans.

M. Bernard Roman. Non !

M. Luc Chatel, *ministre*. Ce sont les chiffres, vous ne faites que répéter des contrevérités !

Vous faites régulièrement référence à votre académie de Lille. Vous oubliez cependant un détail : en dix ans, elle a perdu 72 000 élèves ; il n'est donc pas anormal que le service public de l'éducation nationale s'adapte à la démographie. Et cela ne se fait pas au détriment de la qualité, puisque, d'après les dernières évaluations de CM2, la proportion d'élèves qui ont plutôt des facilités et de bons résultats en mathématiques passe de 64 % il y a deux ans à 71 %. Cela veut bien dire que, quand on fait du qualitatif, on obtient des résultats.

M. Renaud Muselier. Nous obtenons des résultats !

M. Luc Chatel, *ministre*. Enfin, vous nous accusez de ne recruter dans l'éducation nationale que des contractuels. C'est totalement faux. Sur les 17 000 personnes que nous aurons recrutées cette année, 15 000 sont des fonctionnaires titulaires, soit 88 %. Je devais le dire à la représentation nationale, pour rétablir la vérité. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Bernard Roman](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3405

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Ministère attributaire : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 23 juin 2011